

L'EDITO

Béatrice Delvaux

ÉDITORIALISTE EN CHEF

UN ACCORD ENTRE DÉSESPÉRÉS

A l'heure où les images et les peurs exacerbées nourrissent les extrémismes et les haines, il serait plus raisonnable de croire dans le schéma d'accord conclu par les 28 à Bruxelles. En tout cas, de lui reconnaître la vertu d'offrir un début de cette solution qu'il est urgentissime d'apporter aux citoyens européens et aux réfugiés, sous peine d'ouvrir une très dangereuse crise démocratique, doublée d'une autre, humanitaire. Mais à ce stade, hélas, quatre éléments clés empêchent d'y croire. Sur le fond d'abord, de sérieuses questions se posent sur la compatibilité de ce « troc de Syriens » avec le droit européen et la convention de Genève. Le haut-commissaire aux réfugiés de l'ONU, Filippo Grandi, s'est dit hier « profondément préoccupé » sur les garanties juridiques so-

lides que ces réfugiés « échangés » ne seront pas refoulés vers un pays tiers, que les demandes d'asile seront correctement évaluées et que leurs droits de base seront assurés si la protection leur est accordée ? Les autorités européennes juraient mardi que le droit serait respecté, mais on sait aussi que le curseur, dans cette crise, se déplace chaque jour davantage vers l'idée que « la fin justifie les moyens ».

Le projet d'accord a été conclu en cachette et par bricolage

Sur le partenaire-gestionnaire ensuite, la Turquie, qui cumule les tares autrefois jugées rédhibitoires, mais à qui aujourd'hui on déroule le tapis rouge, on ouvre grand nos bourses, et on pardonne tout. On mesure l'ampleur du désarroi européen à la constata-

tion de ce haut dirigeant, au terme des douze heures de sommet : « *Nous avons affaire à des maîtres chanteurs.* » Ajoutons : en voie d'islamisation et de dictature. Et cela alors qu'il y a quelques années, on se pinçait le nez et on fermait toutes les portes à ce pays au « casier » bien moins chargé.

Sur la capacité des Européens à conclure une solution efficace et globale. Le projet d'accord lundi soir a été conclu dans l'improvisation, en cachette et par bricolage. Rien donc ne présage une version finale opérationnelle et in fine mise en œuvre. D'autant qu'au volet « tri de réfugiés », on doit ajouter la relocalisation des « admis » entre pays européens. Qui parie vraiment sur le fait que

la Hongrie, l'Autriche & Co., champions du bras de fer aux solutions communes, vont s'y plier ? Et qu'alors, la Commission et les autres pays membres auront le courage de couper les subsides à ceux qui ruinaient ainsi l'effort solidaire ? Enfin, sur l'implication et la détermination à trouver vraiment une solution. Lorsqu'il se regarde dans le miroir, le soir, quel dirigeant parmi les 28 se dit que son vœu le plus cher est de trouver une solution collective plutôt que de faire ce qui servira le mieux ses échéances électorales proches, alors qu'extrémistes/populistes sont à sa porte ? François Hollande a tranché : il a déserté le champ de bataille européen.